

VENDREDI 1 AOÛT 2014

- = **Merci pour les 4% (factices) de PIB US, Mme Yellen !** p.1
- = **L'Argentine en défaut de paiement faute d'accord avec les fonds « vautours »** p.3
- = **Argentine : le choix juste et logique de ne pas payer les fonds vautours** p.5
- = **FITCH DIT DU MAL DE LA Banque Postale** p.8
- = ***Espirito Santo* : LE TEMPS PRESSE !** p.9
- = **Centrales nucléaires : le démantèlement ???** p.10
- = **ExxonMobil: la baisse de la production inquiète malgré de gros bénéfices** p.11
- = **Matières premières : un choc historique** p.13
- = **Exclusivité pour nos lecteurs : "La pénurie d'argent métal est proche !"** p.15
- = **La fin de la liberté d'expression en ligne en Espagne** p.16
- = **L'Argentine déclarée en défaut sélectif est au bord de la faillite (Audrey Duperron)** p.19
- = **Qui fait encore confiance aux américains ?** p.20
- = **La Fed vient de réduire son aide de 10 milliards supplémentaires #krach du dollar #Guerres civiles et loi martiale** p.21
- = **L'aide financière américaine : un incroyable gaspillage** p.23
- = **La Russie se dirige-t-elle vers l'autarcie ?** p.25
- = **Pétrole: les prix au plus bas en près de six mois** p.27
- = **É-U: création d'emplois plus faible que prévu en juillet** p.28



Merci pour les 4% (factices) de PIB US, Mme Yellen !

01 août 2014 | [Bill Bonner](http://la-chronique-agera.com/pib-us-yellen/) | <http://la-chronique-agera.com/pib-us-yellen/>

▪ Les autorités américaines ont tiré un lapin de leur chapeau. Nous discutons hier midi avec notre collègue Simone Wapler, rédactrice en chef de *La Stratégie de Simone Wapler*.

"Je pense qu'il sera plus bas que prévu", lui avons-nous dit. "Ensuite il sera révisé à la baisse. Probablement négatif".

Nous nous trompons. Le chiffre du PIB américain annoncé mercredi par les autorités (nous) a surpris par sa vigueur. Quatre pour cent ! Ma parole, ça ressemble presque à un taux de croissance sain. Le premier trimestre a également été révisé à la hausse... de -2,9% à -2,1%. Qui plus est, le FOMC a déclaré qu'il continuerait de réduire le QE, n'achetant que pour 25 milliards de dollars d'obligations le mois prochain.

Eh bien. Que dire ? Les autorités avaient raison. Nous avons tort. La reprise est réelle ! L'économie américaine est en plein boom ! La planification centrale, ça fonctionne ! Maintenant, Janet Yellen peut rejoindre Ben

Bernanke et Alan Greenspan en couverture du *TIME* — une grande héroïne, une Jeanne d'Arc du 21ème siècle.

Attendez une minute. En théorie, on ne peut pas créer de la véritable croissance en imprimant de la devise factice... et on ne peut fabriquer de la véritable demande en donnant cette devise aux gens. En théorie, on ne peut pas non plus créer de la véritable prospérité en faisant grimper le marché boursier ou en imposant plus de dettes, adossées à des nantissements qui ne valent pas vraiment ce qu'on pense qu'ils valent, à des gens qui ne peuvent pas rembourser. Aucune théorie ne nous dit non plus qu'on peut augmenter la véritable richesse sans épargner... et investir cet argent dans de nouvelles usines, de nouvelles machines, de nouvelles compétences et ainsi de suite.

Dans la mesure où ça ne peut pas fonctionner en théorie, nous sommes sceptique. Peut-être que ça n'a pas vraiment fonctionné en pratique non plus.

▪ **Les questions qui fâchent**

L'économie américaine est-elle vraiment en plein boom ? Améliore-t-elle vraiment le sort des gens ? En deux mots comme en cent : probablement pas.

Pour pleinement apprécier ce qui s'est passé, il nous faut reculer de sept ans et revenir au quatrième trimestre 2007. C'est à cette époque que la machine à crédit a commencé à hoqueter. Les mécanos de la Fed ont sorti la clé à molette et l'huile... et ils se sont mis au travail. Sauf qu'ils ne connaissent en réalité qu'un seul remède : ils ont simplement donné plus de carburant à la machine !

Abaissant les taux directeurs de 50 points de base, ils ont affirmé qu'ils avaient besoin de taux artificiellement bas pour "promouvoir une croissance modérée".

Durant les sept années suivantes, les autorités ont "stimulé" l'économie avec cet argent facile. Il a fallu autant de temps à Pharaon pour se préparer aux années maigres... en constituant des réserves de céréales. C'est aussi la durée des années maigres elles-mêmes.

Le programme contre-cyclique de Pharaon a été un grand succès. Le peuple de l'Egypte antique a vaincu la famine de l'Ancien testament. 3 000 ans plus tard, comment se débrouille l'équipe Bernanke/Yellen ?

Aujourd'hui, on compte aux Etats-Unis 3,7 millions d'emplois à temps plein *en moins* par rapport au moment où la relance a été mise en place. Les

revenus des ménages, pour 99% de la population américaine, sont plus bas qu'en 2007. Le taux de croissance réelle sur les sept dernières années n'a été que de 0,9% par an. Ajustez ça à un taux d'inflation légèrement plus élevé, et la croissance économique réelle a été négative. Ajustez-le à la croissance démographique aussi et la "croissance" disparaît complètement.

Les salaires horaires réels n'ont pas grimpé d'un centime. L'investissement des entreprises est toujours 20% sous son niveau de 2007. Et 77 millions d'Américains ont des factures impayées en cours de recouvrement.

Ce succès — si on peut appeler ça comme ça — a été acheté, rappelez-vous, par le plus grand flot de liquidité depuis le Déluge. Tout cet argent bon marché a inondé l'économie... s'est infiltré dans toutes les transactions... a faussé et corrompu tous les signaux de prix.

Mais hé... le PIB se développe au taux de 4% ! (Sous condition de futures révisions, bien entendu.)

Vas-y, Janet... fonce !

L'Argentine en défaut de paiement faute d'accord avec les fonds « vautours »

Les Echos | Le 31/07 Olivier Ubertalli, correspondant à Buenos Aires

Touchée par une crise moins sévère qu'en 2001, la troisième économie d'Amérique latine entre dans une période d'incertitudes. Elle accuse les Etats-Unis d'avoir une part de responsabilité dans l'échec des négociations.

Le défaut de paiement n'a pas été évité. Douchant les espoirs d'un accord in extremis, le ministre de l'Economie Axel Kicillof a annoncé l'échec, cette nuit à New-York, des négociations avec les fonds « vautours ». Treize ans après sa faillite retentissante, l'Argentine a donc été déclarée en « défaut de paiement partiel » sur sa dette par Standard and Poor's. La note de la dette argentine, qui était de CCC -, dans la catégorie spéculative considérée comme très risquée pour les investisseurs, est portée à SD (selective default, soit « défaut sélectif »), a indiqué l'agence de notation.

Contrairement à 2001, le défaut porte sur un petit montant. Il s'agit de 539 millions de dollars, soit 400 millions d'euros, qui restent toujours bloqués - faute d'accord avec les fonds spéculatifs, par la justice américaine sur le

compte de la Banque centrale argentine à la Bank of New York. Cette somme devait servir à payer les intérêts de créanciers ayant accepté la restructuration de la dette argentine, en 2005 et 2010. Depuis ces deux offres acceptées par 93% de ses créanciers, Buenos Aires avait toujours payé en temps et en heure.

Trouver un nom inédit à un défaut qui n'en est pas un...

« *C'est une situation inédite, insolite, injuste* », s'est agacé le ministre de l'Economie Axel Kicillof, dans une conférence de presse improvisée au consulat argentin situé à New-York. Conformément aux instructions données par la présidente Cristina Kirchner, le ministre de l'Economie a nié que l'Argentine soit en défaut. « *Ce n'est pas un défaut. Un jugement controversé ne nous laisse pas payer nos créanciers comme nous l'avons toujours fait. Il faudrait lui trouver un autre nom, peut-être 'Griefaut'* », a-t-il lancé, ironique, en référence au juge fédéral américain Thomas Griesa. « *L'Argentine veut remplir ses obligations vis-à-vis de 100% de ses créanciers, mais pas dans des conditions que nous estimons illégales et qui peuvent nuire au peuple argentin* », a-t-il ajouté.

Les fonds spéculatifs Elliott et Aurelius ont refusé plusieurs offres argentines. Le gouvernement leur a proposé de les payer aux mêmes conditions que les créanciers qui ont accepté la restructuration, soit avec un rabais de 65% sur leurs titres. Quant aux [banques privées](#) argentines, elles ont proposé en parallèle une garantie d'environ 250 millions de dollars en échange d'un nouveau moratoire pour négocier, voire même un rachat de toutes les obligations en défaut de paiement détenues par les fonds.

La vraie victime ? L'Argentin de la rue

Pour le médiateur américain Daniel Pollack, qui a tenté d'obtenir un accord entre Buenos Aires et les [fonds vautours](#), le défaut ne représente pas « une simple mesure technique, mais plutôt un événement concret et douloureux qui touchera des gens ». La « vraie victime, au bout du compte, ce sera l'Argentin de la rue », a-t-il estimé.

Treize ans après son gigantesque défaut de paiement, la troisième économie d'Amérique latine entre dans une période d'incertitudes. Selon les économistes, la récession qui a débuté au début de l'année pourrait

s'aggraver. L'inflation devrait grimper jusqu'à 40% car suite au défaut, la banque centrale pourrait accélérer l'émission monétaire. Reste à savoir comment les entreprises argentines feront face à la situation. Une chute des financements est à craindre, et, in fine, des licenciements. Au palais présidentiel de la Casa Rosada, on assure qu'une batterie de mesures d'urgence est déjà prête. L'une d'elles consiste à renforcer un programme qui permet à l'Etat de prendre en charge une partie du salaire d'un employé afin que l'entreprise ne le licencie pas.

L'Argentine accuse les Etats-Unis

Le chef du gouvernement argentin a accusé jeudi les Etats-Unis d'avoir une part de responsabilité dans l'échec des négociations dans le litige Argentine-fonds « vautours » qui a conduit l'Argentine à un défaut de paiement partiel. « Si le juge est un agent des fonds spéculatifs, si le médiateur (judiciaire) est un agent à eux, de quelle justice parle-t-on ? Il y a dans cette affaire une responsabilité de l'Etat, des Etats-Unis, qui doivent garantir les conditions d'un respect sans restrictions de la souveraineté des pays », a déclaré le chef du gouvernement argentin Jorge Capitanich, lors de sa conférence de presse quotidienne. Il faisait référence au juge new-yorkais Thomas Griesa et au médiateur désigné par ce dernier, Daniel Pollack.

Jorge Capitanich a dénoncé un parti-pris du pouvoir judiciaire. « Du fait de leurs mauvaises pratiques, les Etats-Unis sont responsables de ne pas avoir agi de manière adéquate. Et qu'ils ne sortent pas avec l'excuse que la justice est indépendante, car elle est indépendante de la rationalité et pas des fonds vautours », s'est emporté le chef du gouvernement. « Cela ne peut pas continuer indéfiniment », a-t-il encore dit.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/monde/ameriques/0203676930999-largentine-en-defaut-de-paiement-faute-daccord-avec-les-fonds-vautours-1029245.php?aFWQBAgbJ7SfBeLS.99>

Argentine : le choix juste et logique de ne pas payer les fonds vautours

Laurent Pinsolle vendredi 1 août 2014

Papier publié en avant-première sur le FigaroVox

Comme on pouvait s'y attendre [depuis le jugement de la Cour Suprême des](#)

Etats-Unis en faveur du fond vautour NML Capital, l'Argentine a refusé d'obtempérer et de payer 1,5 milliards de dollars aux deux fonds vautours suite à l'échec des négociations avec eux.



Une situation complexe

Bien sûr, l'Argentine a une part de responsabilité. Après tout, les titres en question ont été émis à New York à l'époque et sont donc soumis à la législation étasunienne, ce qui explique en partie l'impasse dans laquelle se trouve le pays. Mais, même si cela n'est pas totalement faux, parler de « *défaut* » de l'Argentine est un peu réducteur, comme même Standards & Poors le suggère en ne parlant que de « *défaut sélectif* ». En effet, les fonds NML et Aurelius n'ont jamais prêté 1,5 milliards de dollars à l'Argentine, qui refuserait de payer aujourd'hui ce qu'elle leur devrait légitimement. Après le défaut de Buenos Aires sur sa dette en 2001, ces fonds ont racheté des créances du pays dont ils réclament aujourd'hui le paiement, en s'appuyant notamment sur le fait que certaines créances ont été émises aux Etats-Unis pour attirer les investisseurs de l'époque.

Personne ne semble savoir à quel prix les fonds vautours ont acheté ces créances. Ils pourraient parfaitement les avoir rachetées à 10 ou 20% de leur valeur nominale du fait du défaut de 2001 et vouloir maximiser le retour sur investissement en en obtenant 100% au lieu des 30% que l'Argentine a accordé à 97% de ses créanciers qui l'ont accepté quelques années après. Si leur attitude n'est pas illogique (après tout, le seul objectif d'un fond est de faire un maximum de profits), cela pose un problème de différenciation du traitement des créanciers, comme l'Argentine l'a plaidé, en vain, auprès de la Cour Suprême des Etats-Unis. En effet, si certains fonds parvenaient à

obtenir 100% de la créance originelle, les autres créanciers ne pourraient-ils pas se retourner contre Buenos Aires et demander un traitement similaire, ce que le pays ne peut pas assumer ?

De la politique et de la justice

Bien sûr, [à partir du moment où ces titres dépendent des lois des Etats-Unis et étant donné que la Cour Suprême a tranché en faveur de NML](#), on pourrait penser que l'Argentine doit assumer sa signature. Mais le débat n'est pas clôt par la décision de la justice étasunienne. D'abord, [comme le montre l'affaire BNP Paribas](#), le jugement de cette justice est questionnable ([en Allemagne, et même aux Etats-Unis, mais pas assez en France](#)). Ensuite, se pose tout de même un problème d'équilibre par rapport aux autres créanciers, qui ont accepté une décote de 70% sur 97% de la dette. Même s'il y a une faille judiciaire, il ne semble pas juste qu'une petite minorité de créanciers puissent obtenir un traitement privilégié, d'autant plus qu'ils n'étaient pas des créanciers originels et qu'ils visent seulement à réaliser une énorme plus-value dans l'opération.

Mais surtout, est posée ici une question fondamentale d'équilibre entre le droit et la politique, [que Jacques Sapir a brillamment traitée dans une série de papiers sur son blog](#). Pour lui, « [la fétichisation de l'état de droit comme état de légalité est certainement une des tendances les plus dangereuses pour la démocratie elle-même](#) ». Bien sûr, une leçon de cette affaire est qu'un pays doit éviter le plus possible d'émettre des titres sous un droit étranger pour rester maître de son destin dans un cadre démocratique normal. Mais étant donné qu'un accord a été trouvé pour 97% de la dette, [il n'est pas politiquement normal que les pirates de la finance profitent d'un droit qui leur est trop favorable pour rançonner un pays](#) et obtenir bien plus que les créanciers originels, alors même qu'ils n'avaient pas avancé le moindre fond à la base et que cela leur permettrait de multiplier leur mise d'une manière indécente alors que 97% de la dette a été soldée à -70%.

Merci donc à l'Argentine de montrer à nouveau la voie [en refusant le racket des fonds vautours étasuniens](#). Une perspective intéressante pour une Europe où il est difficile de ne pas penser [qu'un ou plusieurs pays finiront tôt ou tard par se trouver dans la situation de l'Argentine en 2001](#).

LA BANQUE POSTALE TELEPHONE A NOTRE LECTRICE + LIVRETS-A QUI DISPARAISSENT + FITCH DIT DU MAL DE LA BP

Blog de Pierre Jovanovic du 28 au 31 juillet 2014

Nanou nous a écrit: "*La Banque Postale m'a téléphoné samedi matin pour me demander si je suis intéressée de faire d'avantage de versements sur mon Livret-A !!!! Ma réponse: étant donné qu'il va prendre 1% de rémunération, j'ai plus l'intention de le fermer!*". Waouuu !!! Si la Postale téléphone aux clients le samedi matin (ils sont sûrs de joindre les gens chez eux) pour leur demander de verser plus d'argent sur le Livret-A, c'est parce que la banque EST TOTALEMENT DANS LE ROUGE, et serait incapable de rendre l'argent des déposants, s'ils venaient, un peu plus nombreux que d'habitude, à clôturer leur Livret. **QUITTEZ cette banque.** En effet, de plus en plus de gens se retrouvent au chômage, et la première chose qu'ils font, c'est de retirer leurs économies pour faire face aux 3 mois de non-paiement par Paul Emploi. A force de se mordre la queue, le serpent postal n'a plus rien à manger. A mon humble avis, la saisie des comptes n'est plus trop loin en France.

Et justement, un autre de nos lecteurs, Mr Ladram, nous rappelle que "*des livrets A de la Banque Postale "siphonnés" dans deux communes de l'Aude: 200.000 euros ont disparu. Voilà à combien pourrait se monter le pillage de livrets A mis au jour en mai 2012 dans les agences postales de Preixan et Arzens dans l'Aude*". Eh oui, vous le savez, depuis 6 ans que je tiens cette page, les conseillers de la Banque Postale détiennent la médaille d'or des "Arnaques Clients". **Quittez cette banque (bis).** [Lire ici CBanque](#) pour vous en assurer, et [surtout La Dépêche ici du 21 juillet 2014](#): "*A l'hiver 2012, pour joindre les deux bouts dans cette période où la crise touche de plus en plus durement les classes moyennes et populaires, un client se résout à retirer les 15 000 euros de son Livret A. A sa grande surprise, il découvre qu'il ne reste que 6 euros sur son compte d'épargne. Après lui, plusieurs autres clients découvrent le pillage de leur livret A avec la même stupeur*". **QUITTEZ CETTE BANQUE (ter).**

Encore mieux: le jour de la mort d'un client, son compte a été vidé !!! Ils sont bons les conseillers de la Banque Postale !!! Ils devraient faire équipe avec les croque-morts.

PS: Mme Clauss nous signale que Fitch a abaissé la note de la Banque

Postale... *"Il est évident que des soucis majeurs sont en vue et ne vont pas tarder"*, lire [ici CBanque](#) qui écrit *"Ces difficultés seraient liées, selon l'agence de notation, à la directive européenne Résolution et Redressement des Banques qui prévoit un soutien moins important de la part des Etats aux banques en difficulté"*. QUITTEZ CETTE BANQUE (der). D'ailleurs les Français retirent en masse, mais pas pour cette raison, du moins pas encore, lire [ici Ouest France](#): *"Les détenteurs d'un Livret A ont effectué davantage de retraits que de dépôts en juin, à hauteur de 130 millions d'euros"*.

<http://www.jovanovic.com/blog.htm>

Espirito Santo : LE TEMPS PRESSE !

1 août 2014 par François Leclerc | <http://www.pauljorion.com/blog/?p=67554>

Avec 3,6 milliards d'euros de pertes au 30 juin dernier résultant de 4,2 milliards d'euros de provisions pour créances douteuses, la banque BES ne peut rester longtemps dans cet état. Mais tout est essayé afin d'éviter une désastreuse recapitalisation par l'État, qui dispose encore de suffisamment de fonds sur la ligne de crédit accordée par la Troïka afin de financer les banques portugaises.

Une augmentation de capital de 3 milliards d'euros sur fonds publics – le montant estimé nécessaire – ferait de l'État son premier actionnaire avec 70% de son capital, autant dire qu'elle représenterait une nationalisation de fait. Fait non négligeable, l'opération accroîtrait d'autant le déficit public alors que le gouvernement peine à le réduire. Une telle formule serait-elle d'ailleurs possible, contrevenant aux dispositions adoptées dans le cadre de l'Union bancaire qui prévoient une implication prioritaire des actionnaires et de certains créanciers, même si elles n'entrent en vigueur qu'en 2015 ? Pour le gouvernement, cela serait ajouter l'horreur à l'abomination !

Celui-ci laisse transpirer les nouvelles sur les malversations supposées du chef de file de la famille Espirito Santo, Ricardo Salgado, désormais soupçonné d'avoir accru le passif de la BES en remboursant aux frais de celle-ci certains créanciers privilégiés du Groupe. Sa fermeté permettrait de mieux faire passer dans l'opinion un sauvetage soutenu par l'État mais calibré pour éviter la nationalisation de la banque.

Les formules ne manquent pas et sont étudiées. Depuis la création d'une *bad bank* financée sur fonds publics, jusqu'à l'émission de garanties. Car afin de

concrétiser la « solution privée » appelée de toutes parts, la Banque du Portugal en tête, l'Etat se doit de prendre l'initiative et de faire un geste. Les inconnues restent en effet trop importantes, que la publication des comptes au 30 juin n'ont pas levées : que s'est-il passé durant le mois de juillet, qui pourrait les avoir encore affectées et n'a pas encore été dévoilé ?

Une des solutions pourrait être de favoriser la fusion de la banque avec un autre partenaire. La BPI, qui avait déjà tenté l'opération en 2000 (mais avait échoué devant le refus de la famille Espirito Santo), pourrait cette fois-ci y parvenir, celle-ci n'ayant plus voix au chapitre ayant perdu ses droits de vote. Il est également question de Santander, la banque espagnole étant très active au Portugal, mais pas de la brésilienne Bradesco. Une telle opération impliquerait toutefois que la clarté soit faite sur les comptes de la BES ou que l'État fournisse des garanties...

Autre aspect notable d'une telle opération, Isabel dos Santos, la fille et femme d'affaire du président angolais, est actionnaire de Banco Português de Investimento (BPI), et on peut penser qu'un accord global pourrait inclure la couverture des pertes de la filiale angolaise de la BES par l'Etat angolais, ainsi que d'autres accommodements non identifiés, étant donné l'importance que l'Angola a prise comme investisseur au Portugal (les intérêts angolais sont également représentés dans la banque portugaise BCP.)

Centrales nucléaires : le démantèlement ???

Patrick Reymond 31 juillet 2014

Impossible, nous dit on, et vient on de s'apercevoir. En réalité, j'ai toujours dit que les sommes provisionnées étaient totalement insuffisantes, à moins bien sûr, de se contenter de remplir les réacteurs, avec les restes des bâtiments externes, et d'y couler un béton après vidange, et d'attendre 30 ou 50 ans, que la radioactivité de vie courte et moyenne, disparaisse naturellement.

Comme elle représente 90 % de la radioactivité, le problème sera réduit d'autant.

L'utilité du nucléaire en France ? Quasi nulle. Sans nucléaire, on aurait une consommation moindre, et EDF n'aurait pas fourgué, il y a 30 ans, des subventions à tout va qui ont créé des zones de quartiers HLM merdeux et désindustrialisé le pays.

Dans la désindustrialisation française, le rôle de l'électricité a été déterminant. S'il y a effectivement un effort côté prix, le second membre de la multiplication (prix X quantité) a toujours été négligé.

Hors, tous les équipements électriques, notamment les fours électriques des industriels, étaient de vrais gouffres.

Les quartiers HLM équipé en chauffage électrique, n'ont vu que leur population décamper aussitôt qu'arrivée...

Le coût, d'ailleurs, du jus nucléaire s'envole, parce que les centrales sont vieilles et rafistolées.

ExxonMobil: la baisse de la production inquiète malgré de gros bénéfices

Romandie.com 31 juillet 2014

New York - Le groupe pétrolier américain ExxonMobil a avivé jeudi les craintes de Wall Street après un nouveau déclin de sa production alors que les interrogations entourent ses projets en Russie, frappée par de nouvelles sanctions économiques occidentales.

La production totale de pétrole et de gaz a baissé de 5,7% sur un an, à 3,84 millions de barils équivalent pétrole par jour. Les analystes s'attendaient à un niveau de la production autour de 3,9 millions.

C'est une grosse chute, estime Bank of America Merrill Lynch, dans une note. C'est inquiétant parce que la baisse de la production est plus forte qu'attendu, renchérit la banque Barclays.

La major américaine, qui a abaissé ses prévisions en mars, tablait elle-même sur une production de 4 millions de barils équivalent pétrole par jour, stable comparé à l'an dernier.

A Wall Street, le titre décrochait de 2,70% à 100,46 dollars vers 16H30 GMT.

Dans le détail, sa production de liquides (pétrole, gaz liquéfié, pétroles

bitumeux...) est tombée à 2,04 millions de barils par jour (-6,1% sur un an), tandis que celle de gaz a reculé de 5,3% à 10,75 millions de m3 par jour.

Ce recul s'explique principalement par une expiration d'une licence à Abou Dhabi sur une concession, Adco.

Vieille de 75 ans, cette concession comprenait des puits d'une capacité d'environ 1,6 million de barils par jour. Elle était partagée avec les français Total, britannique BP et l'anglo-néerlandais Royal Dutch Shell.

La baisse des investissements pourrait aussi être un facteur. le groupe texan ne prévoit plus que 39,8 milliards de dollars en investissements cette année, en baisse de 6% comparé à 2013.

A Wall Street, le titre décrochait de 2,70% à 100,46 dollars vers 16H30 GMT.

- Muet sur la Russie -

Alors que son rival britannique BP a indiqué que ses activités russes seraient affectées par le durcissement des sanctions économiques contre Moscou, ExxonMobil ne donne pas d'indication sur l'impact éventuel sur ses projets.

David Rosenthal, vice-président et secrétaire général du groupe, a refusé de répondre aux questions sur ce sujet.

Ce que je peux dire c'est que nous attendons les détails sur les sanctions afin de voir comment nous pouvons mieux nous y conformer, a-t-il déclaré lors d'une conférence téléphonique avec les analystes, insistant sur le fait qu'ExxonMobil n'a pas assez d'informations pour mesurer l'impact de ces sanctions.

La major texane travaille avec le groupe russe Rosneft sur un projet d'usine de liquéfaction du gaz sur l'île de Sakhaline, dans l'Extrême-Orient russe.

Cette usine aura une capacité initiale d'environ cinq millions de tonnes par an de gaz naturel liquéfié. Ce gaz a pour vocation d'être vendu essentiellement

dans les pays de la zone Asie-Pacifique, de plus en plus friands en énergie.

ExxonMobil et Rosneft sont également liés par un accord de partenariat stratégique en matière d'exploration pétrolière dans l'Arctique russe, en mer Noire ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada.

Le groupe américain reste aussi intéressé par un projet de production du gaz naturel dans le nord-ouest de la mer Noire avec les autorités ukrainiennes, malgré le retrait de l'anglo-néerlandais Shell.

L'objectif de ce projet est produire de 8 à 10 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Sur le trimestre passé, ExxonMobil a dégagé un bénéfice net de 8,7 milliards de dollars, en hausse de 28% sur un an.

Pour expliquer cette forte amélioration de sa rentabilité, le géant énergétique évoque une hausse des prix du baril de pétrole dans un contexte géopolitique tendu.

Le prix du baril de light sweet crude (WTI) a augmenté de 8,8% sur un an à New York et celui du Brent de 6,6% à Londres, selon ExxonMobil.

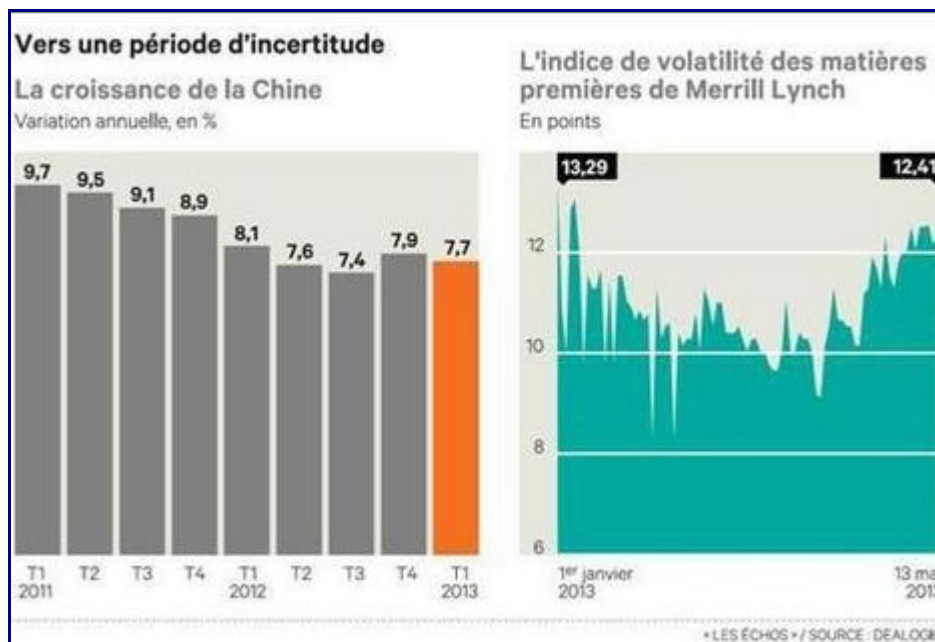
La branche production-exploration affiche un bénéfice de 7,8 milliards de dollars, en hausse de 25% sur un an.

Dans le raffinage et la distribution, une hausse des volumes a permis de doper le bénéfice (+80% sur un an à 711 millions de dollars) malgré de faibles marges.

Le chiffre d'affaires est supérieur aux attentes à 111,64 milliards de dollars, contre 108,3 milliards anticipés.

Matières premières : un choc historique

LesEchos 14 mai 2013



Le rapport CyclOpe dirigé par Philippe Chalmin et dont « Les Echos » sont partenaires paraît aujourd'hui.

Les marchés tanguent car ils reflètent l'état de la crise ; « nous sommes au-delà de l'instabilité » , selon le spécialiste.

« C'est un choc que l'on voit tous les 20 à 25 ans sur les marchés mondiaux des matières premières. Et il se poursuit. » Le constat est sans appel pour Philippe Chalmin, le directeur de CyclOpe, ouvrage de référence sur les ressources naturelles. **« Revenir sur la problématique de crise était une évidence »** dans la 27 e édition du rapport présentée aujourd'hui à la presse, et dont « Les Echos » sont partenaires (1). **« Nous avons vécu dans l'illusion que la crise était passée »**, s'agace-t-il. Avant d'asséner : **« Notre châtement est d'avoir cru que nous avons les moyens de nous en sortir seuls. »**

La planète a du mal à traiter ses problèmes, notamment parce que **jamais la gouvernance internationale n'a été aussi faible**. La panne des négociations du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en symbolise l'échec, tout autant que l'indifférence totale dans laquelle s'est déroulée, il y a un an, la 13 e édition de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), souligne Philippe Chalmin. **« Nous sommes au-delà de l'instabilité »**, prévient le professeur à l'Université Paris-Dauphine. Et les marchés des matières premières tanguent, car ils reflètent l'état de la crise. Selon lui, **« la baisse des**

cours aujourd'hui s'explique assez bien - au-delà de l'humeur des investisseurs - par le vague à l'âme économique dans les pays avancés. »

Deux inconnues majeures

Dans cette période d'incertitude, la Chine et le climat restent les deux inconnues majeures. **Les doutes se sont accumulés sur le premier consommateur de la quasi-totalité des matières premières produites sur Terre.** Le recul de la production industrielle inquiète. Le coup de frein de sa croissance au premier trimestre (7,7 % après 7,9 % au quatrième trimestre 2012, et au lieu de 8 % attendus par les analystes) a fait vaciller les prix des métaux industriels. La plupart d'entre eux - aluminium, zinc, nickel - accusent une baisse supérieure à 10 % depuis le début de l'année. Le minerai de fer enregistre un repli similaire. Le monde observe le comportement chinois, en particulier la gestion de ses réserves, jugée déterminante pour les mois à venir.

Quant aux accidents climatiques, ils ont parsemé l'année 2012, provoquant une **flambée historique des prix des matières premières agricoles.** Il y a quelques semaines, les prix des produits laitiers ont atteint des sommets sur les marchés après la sécheresse en Nouvelle-Zélande, le premier exportateur mondial. **« C'est la troisième crise agricole mondiale que le monde a connu en cinq ans, insiste le fondateur de CyclOpe. C'est là que se situent les difficultés, avec un lien politique évident, comme en Egypte par exemple. »** La mauvaise situation financière du pays, premier importateur mondial de blé, complique fortement ses achats de céréales.

La poursuite de la révolution énergétique aux Etats-Unis s'impose comme un autre événement majeur, qui bouleverse plusieurs marchés. Le pays produit désormais du gaz de schiste pas cher et importe de moins en moins de pétrole. Il consomme aussi moins de charbon, qui trouve en revanche davantage preneurs en Europe.

[Exclusivité pour nos lecteurs \(vidéo\) :](#)

["La pénurie d'argent métal est proche !"](#)

Blog de la résistance 31 juillet



<http://www.youtube.com/watch?v=Ys4NM-qfNKA> (anglais sous-titré français, 4 minutes)

La fin de la liberté d'expression en ligne en Espagne

Par Mish - *Global Economic Analysis*

Publié le 01 août 2014

90% de clients satisfaits est trop pour Bruxelles

Bruxelles et l'Espagne s'en sont tous deux pris à Google ces quelques derniers jours. Voici l'extrait d'un article des Echos intitulé [Bruxelles prête à relancer son bras de fer avec Google](#) :

La pression s'accroît à nouveau sur Google à Bruxelles. La Commission européenne réfléchit ainsi, selon nos informations, à réclamer de nouvelles concessions au groupe de Mountain View pour mettre fin aux pratiques anti-concurrentielles dont il est accusé. Cela pourrait intervenir dès le mois de septembre.

Google est accusé de profiter de sa position ultra-dominante (avec une part de marché de plus de 90 % dans la recherche) pour annihiler toute concurrence dans ce qu'on appelle la « recherche spécialisée » - pour l'achat d'un produit ou, pour des voyages, une recherche cartographique par exemple.

Actuellement, l'internaute qui veut acheter une cafetière en passant par Google voit systématiquement mis en avant - outre les liens ordinaires de la recherche naturelle - les services du moteur spécialisé de comparateur de prix Google Shopping, au détriment des concurrents comme Kelkoo ou Twenga. C'est la question du « traitement préférentiel ».

Pour y remédier, Google a proposé que les services de Google Shopping et de ses concurrents – choisis après une mise aux enchères des trois places disponibles – soient placés côte à côte en haut de page, avec des photos du produit en présentation.

Grâce

Il n'est donc pas bon de voir 90% de clients satisfaits de la manière dont les choses fonctionnent.

Si les clients de Google n'étaient pas satisfaits ou s'ils pensaient qu'un autre moteur de recherche était plus approprié à leurs besoins, ils se tourneraient vers un autre service. Mais Bruxelles demande à Google de changer sa façon de faire.

Google a offert de le faire, mais sa proposition a été rejetée. Ses compétiteurs veulent plus d'argent gratuit à ses dépens.

Au Diable les clients satisfaits.

La loi la plus infâme de l'histoire de l'internet

Aussi ridicule que cela puisse paraître, l'Espagne est montée d'un ton. C'est ce qu'Huky Guru explique dans [The Most Infamous Law in Internet History](#) :

Aujourd'hui, le 22 juillet, le Comité pour la culture et le progrès a voté à 22 voix contre 20 le projet de loi qui demande une modification de la loi sur le copyright – sans aucun doute la loi la plus infâme de l'histoire de l'internet en Espagne.

Le Congrès a approuvé aujourd'hui le projet de la Fédération des éditeurs espagnols, aussi connu sous le nom de taux Google : pour publier un lien vers un autre site, vous devez désormais payer des frais.

Comme le stipule la loi, Google News, Meneame, Zite, Flipboard, Facebook, les fils RSS et Twitter devront payer des frais pour pouvoir publier des liens vers des journaux espagnols.

La liberté d'expression n'existe plus en Espagne

En théorie, si un site publie un lien vers mon site internet ou vers un autre blog, il y a des chances qu'il doive payer des frais, mais j'ai fait enregistrer le contenu de mon blog sous la licence Creative Commons.

En Espagne, le droit de citer ou de commenter un article vient d'être annulé.

Voici ce qu'en pense Bran, l'un de mes lecteurs qui vit en Espagne :

- La loi pénalise et criminalise presque les liens internet.
- La Fédération des éditeurs espagnols pense pouvoir collecter 80 millions grâce à cette taxe.
- Selon Huky, il s'agit là d'un chiffre imaginaire, parce que le seul site qui puisse vraiment être l'objet de frais est Google News. Et Google News n'enregistre aucun profit en Espagne et pourrait être fermé par Google.

Guru met dans le mille dans son article, dont voici un résumé :

Google, Twitter, Meneame, Facebook est les autres réseaux sociaux sont la plus grosse source de trafic pour les sites internet et les journaux en ligne. Les gens ne lisent pas spécifiquement El Pais, El Mundo, La Razon, ou Gurusblog. Ils sont sur des réseaux sociaux ou des moteurs de recherche qui leur offrent le contenu qu'ils recherchent. La disparition des liens réduit fortement le nombre d'entrée de ces sites. Les liens nous permettent de découvrir, que ce soit de nouvelles pages ou de nouveaux médias.

Que se passera-t-il ensuite ?

Pour être franc, je ne suis pas optimiste. Les conséquences seront dévastatrices et iront à l'encontre de ceux qui ont promu cette idée, à moins que l'Union européenne ne tue le bébé dans l'œuf.

Evasion

Guru propose d'ouvrir son site dans un autre pays comme Belize pour pouvoir échapper à ces frais.

En tant que citoyen américain résidant aux Etats-Unis, je peux dire à l'Union européenne d'aller se faire voir, comme je l'ai fait avec cette amende absurde que j'ai reçue de la France et que je refuse de payer (pour plus de détails, voir [Lawyer Advises Me "Don't Go to France"](#))

La même chose pourrait-elle se produire ailleurs ?

Avant de répondre à cette question, voici une petite phrase qui vient de me traverser l'esprit : « la stupidité se propage bien plus rapidement que le bon sens ».

L'Argentine déclarée en défaut sélectif est au bord de la faillite

par Audrey Duperron · 01 août 2014 [Express.be](#)

L'agence de notation Standard & Poor's a déclaré mercredi l'Argentine en situation de défaut sélectif après l'échec du pays à respecter une échéance de paiement d'intérêts sur sa dette de 13 milliards de dollars en obligations restructurées. L'échéance portait sur 539 millions de dollars, qui étaient dus aux 92,4% de porteurs d'obligations qui avaient accepté une décote comprise entre 40% et 70% de leurs obligations au moment où l'Argentine avait fait défaut en 2001.

Mais le juge Thomas Griesa a décidé le mois dernier que l'Argentine devait d'abord rembourser les 1,3 milliard de dollars qu'elle devait aux fonds d'investissement NML Capital Ltd (une filiale d'Elliott Management Corp.) et Aurelius Capital Management, qui avaient racheté ces obligations pour des sommes aussi modiques que 20 cents de dollar au moment de la faillite du pays.

Mais en remboursant ces deux « fonds vautours », selon l'expression consacrée de la présidente Cristina Fernández, l'Argentine risque de susciter une réaction en chaîne, avec des demandes de paiement des autres investisseurs qui composent le panel de près de 7%, les « hold out », qui ont refusé les restructurations de leur créance. Or, cette dette se monte à 15 milliards de dollars. Les porteurs d'obligations ayant subi les « coupes de cheveux » pourraient également rentrer dans la danse, et réclamer de se faire payer leur créance. Au total, le pays pourrait avoir à payer 120 milliards de dollars, alors qu'il ne dispose que 28 milliards de dollars de réserves de change.

Etrangement, un défaut de l'Argentine sera bénéfique pour ces investisseurs : le non paiement de leur dette fait courir un intérêt de 8%, un taux très attractif dans le contexte actuel.

Le ministre argentin de l'Economie Axel Kicillof a déclaré lors d'une conférence de presse que les négociations avec les hedge funds avaient échoué, y compris une demande de report.

Une deuxième faillite argentine semble donc inévitable. L'économie argentine est plongée dans le marasme. Selon un analyste, Sergio

Berensztein, la réélection confortable de la présidente Cristina Kirchner en 2011 avec un nombre sans précédent de 54% des suffrages, lui a probablement donné l'impression qu'elle avait carte blanche : « Elle s'est lancée dans toutes sortes de choses, mais elle n'a abouti à rien », dit-il. « Les pouvoirs de la présidente se sont extraordinairement affaiblis, en raison d'une série de mauvaises décisions. Elle s'est trompée sur tout ».

Kirchner a notamment instauré un contrôle des changes strict en 2011 pour essayer de lutter contre la fuite des capitaux, fixant par décret un taux de change excessivement élevé pour le peso, qui représente le double de son cours de change contre le dollar sur le marché noir. En Avril 2012, Kirchner a annoncé à la surprise générale la nationalisation d'YPF, une compagnie pétrolière détenue par le groupe espagnol Repsol. En conséquence, les investisseurs étrangers ont fui le pays. La surévaluation de la monnaie, combinée avec une politique de subventions inappropriées, ont contribué à créer un environnement économique défavorable pour les entreprises.

De plus, le pays est aux prises avec un grave problème d'inflation, que le gouvernement argentin refuse de reconnaître, en publiant des chiffres contestés par les économistes et les instances internationales. Depuis 2007, le taux d'inflation officiel dans le pays sud-américain est compris entre 5% et 11% par an, mais d'après les économistes indépendants et les agences de statistiques provinciales, le véritable taux de l'inflation réel serait plus du proche du double de ce taux officiel.

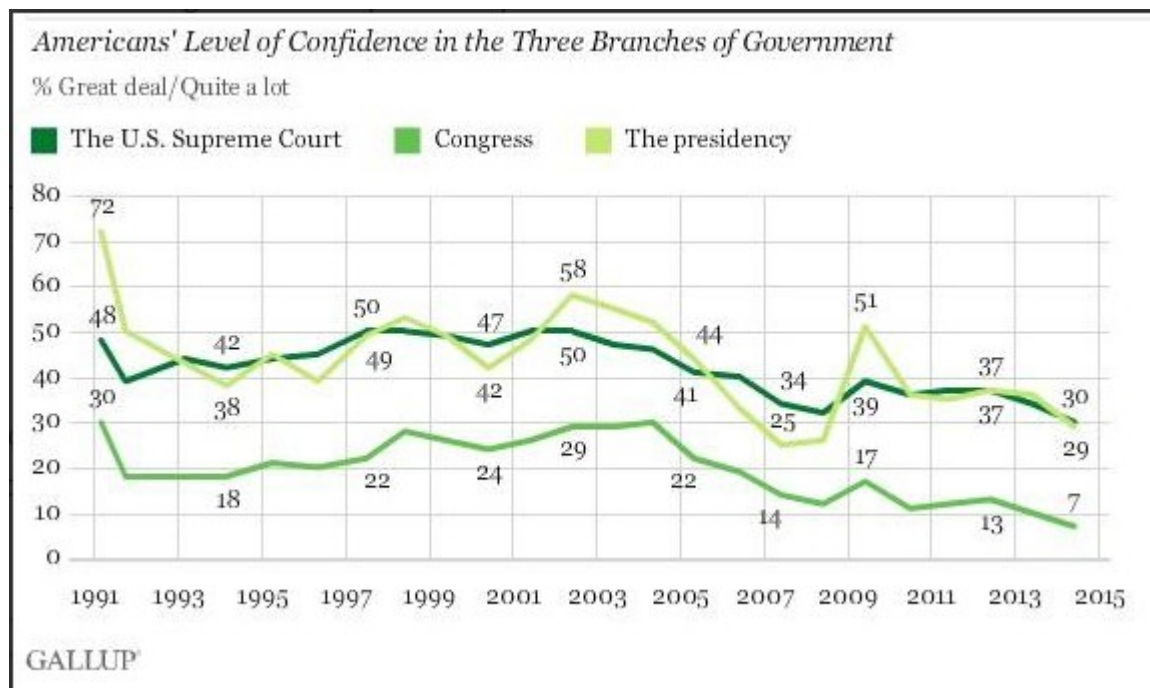
Sans réformes majeures, il semble qu'il sera difficile pour le pays de résoudre ses problèmes de fond. Or, en raison de son défaut en 2001, l'Argentine ne peut toujours pas emprunter sur les marchés internationaux, ce qui implique que sa situation risque de se dégrader progressivement.

Le pays avait déjà mis en garde la Cour suprême des États-Unis qu'une décision défavorable pour lui « provoquerait une nouvelle catastrophe économique avec des conséquences graves pour des millions de citoyens argentins ordinaires».

Qui fait encore confiance aux américains ?

Michel Santi 01. août. 2014

Du reste, la confiance des américains eux-mêmes en leur gouvernement et en leurs institutions s'effondre!



La Fed vient de réduire son aide de 10 milliards supplémentaires #krach du dollar #Guerres civiles et loi martiale

#ALERTE INFO du jeudi 31 juillet 2014

La Fed n'a pas d'autre choix que d'arrêter son QE, car en 2008, son bilan ne représentait que 6 % du PIB américain, or aujourd'hui ce chiffre a grimpé à 26 %.



La vérité, c'est que la Fed voudrait bien continuer, mais elle ne le peut pas. C'est important de le noter. D'ici la fin de l'année, la Fed possédera pour **4,5 trillions** d'actifs, qui se composent à environ 65 % d'obligations américaines. La Fed en possède donc de grandes quantités. Si elle avait continué à ce rythme, elle aurait probablement acquis l'intégralité des Treasuries d'ici 6

ans. Vous voyez à quel point ce que la Fed a fait est absurde.

Désormais, 5 ans ont passé depuis la soi-disant fin de la récession. Pourtant, les politiques en place sont similaires à celles de 2008. N'est-ce pas révélateur ? L'économie est toujours anémique, c'est un désastre. La Fed, via ses politiques, laisse entendre que les États-Unis sont toujours dans une situation d'urgence en raison de l'état désastreux de son économie. Je veux être clair à ce propos : les risques sur les marchés sont actuellement astronomiquement élevés. C'est pourquoi la Fed maintient sa politique de taux zéro et continue d'injecter de l'argent dans le système.



Eric King : « *dans ce contexte, que voyez-vous venir durant la seconde moitié de l'année ?* »

Victor Sperandeo : « tout d'abord, je voudrais dire que les gens qui croient les déclarations et les statistiques économiques du gouvernement « ont leur tête au mauvais endroit » (sic). Lorsque la Fed affirme que les États-Unis ont connu une croissance de 4 % au second trimestre, vous avez la liberté de les croire, mais c'est votre problème. Je tiens à clarifier une autre chose : le gouvernement américain peut choisir comme bon lui semble ce chiffre. C'est du pipeau, il n'y a jamais eu une croissance de 4 % au second trimestre.

De nouveau, l'économie est beaucoup plus faible que ce que prétend le gouvernement. Le marché de l'emploi est toujours une catastrophe. Il ne faudrait pas grand-chose pour faire plonger les marchés de 20 à 30 %.

Cependant, je ne vous recommande pas de shorter les marchés, car le gouvernement et la Fed font tout pour les garder au plus haut. Ce qui fera plonger les marchés est un événement qui échappe au contrôle de la Fed.

Il ne faut pas s'attendre à un redressement économique durant le second semestre de l'année, mais cela ne signifie pas que l'on assistera une correction sur les marchés, même si ceux-ci sont totalement déconnectés de la réalité. Personne ne sait quel sera le catalyseur soudain qui provoquera la

chute des marchés.

En ce qui concerne l'or, son marché est bien sûr manipulé par les banques centrales. Les gros acheteurs réguliers sont l'Inde, la Chine et les autres nations orientales. Mais tout investisseur se doit de posséder de l'or en tant qu'assurance contre le désastre potentiel découlant des politiques folles de la Fed. »

Victor Sperandeo sur [KWN](#)

Or-argent.eu

L'aide financière américaine : un incroyable gaspillage

juillet 25th, 2014 | by [David Von Teuscher](#)



Des vedettes pour un pays sans accès à la mer, des plants de soja là où règnent le blé et le riz: des 103 milliards de dollars alloués à l'Afghanistan par Washington pour sa reconstruction, une bonne partie a été dépensée en pure perte. Ou pour le dire comme l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), John Sopko: d'ici la fin de l'année, les Etats-Unis auront plus dépensé depuis 2001 « pour la reconstruction de l'Afghanistan que dans le cadre du Plan Marshall » de reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

Depuis deux ans, M. Sopko et son équipe de 200 personnes n'hésitent pas à recadrer les agences américaines qu'ils soupçonnent de jeter l'argent du contribuable par les fenêtres et à apporter un éclairage crû sur la corruption des élites afghanes et des responsables américains.

« Une bonne partie de cet argent a été dépensé sagement, une autre pas du tout. Des milliards de dollars ont été gaspillés », soupire M. Sopko lors d'un entretien accordé à l'AFP.

« Nous avons construit des écoles qui se sont écroulées, des cliniques sans

médecins, des routes qui partent en morceaux. C'est énorme », ajoute-t-il. « Nous avons dépensé trop en trop peu de temps dans un pays trop petit avec trop peu de contrôles », résume-t-il.

Les 34,4 millions de dollars versés à un projet de culture de soja sont symptomatiques de l'attitude américaine qui frise l'autoritarisme en décrétant « savoir mieux que les Afghans ce qui est bon pour eux ». « On a eu une idée lumineuse mais on n'en a pas touché un mot aux Afghans. Les Afghans ne cultivent pas (le soja), ils ne l'aiment pas, ils ne le mangent pas et il n'existe aucun marché », raconte M. Sopko.

Sa crainte actuelle est qu'après le retrait complet des troupes internationales fin 2016, la comptabilité des fonds américains versés pour la reconstruction de ce pays ravagé par des décennies de guerre soit encore moins bien tenue qu'aujourd'hui. Quelque 20 milliards de dollars doivent encore être déboursés, soit entre 6 à 8 milliards de dollars par an.

Pour autant, John Sopko n'est pas partisan de couper les vivres à l'Afghanistan.

« Si on arrête la reconstruction tout d'un coup, les ennuis risquent de pleuvoir. Les Afghans ne peuvent pas se permettre de financer le mode de gouvernement que nous leur avons fourni », insiste-t-il. « Pour l'instant, ils ne peuvent pas financer leur police, leur armée, leurs hôpitaux, leurs routes, les salaires », rappelle-t-il.

Motif de préoccupation supplémentaire: au fur et à mesure qu'avance le retrait des troupes américaines, les 40 membres du Sigar basés en Afghanistan vont devoir plier bagages. Il n'est pas question de les laisser sans protection dans un pays qui se débat toujours avec les insurgés talibans.

Malgré cela, John Sopko est surpris du peu d'empressement des agences américaines à mettre en place des mécanismes de contrôle des dépenses. Mais il a bon espoir que le nouveau gouvernement qui doit émerger de l'élection présidentielle, dont les résultats font actuellement l'objet d'un audit, s'engage résolument contre la corruption et le trafic d'opium. Car, dit-il, la lutte américaine contre les stupéfiants en Afghanistan « a été un échec ».

Depuis l'invasion de 2001, « le nombre d'hectares cultivés a augmenté, la production d'opium a augmenté, les volumes exportés ont augmenté. Le nombre d'utilisateurs a augmenté ».

« C'est un cancer qui ronge l'Afghanistan. Dans de très nombreux domaines, le gouvernement fait face à un rival. Ce ne sont pas les insurgés, ce sont les narcotrafiquants ».

Les experts estiment même que 90% de la production mondiale d'opium provient d'Afghanistan.

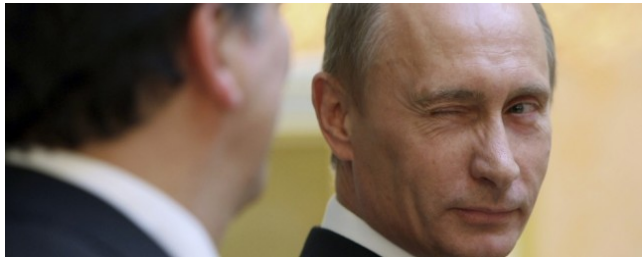
John Sopko défend son zèle en expliquant qu'il n'est pas là pour « faire la claque » et encourager béatement les programmes d'aide américain. Il dit protéger tout autant l'argent du contribuable américain que le peuple afghan.

« Les Afghans savent très bien comment l'argent est dépensé ou pas. C'est cela la vraie honte. Les gens qui souffrent sont ceux que nous sommes censés aider », souffle-t-il.

Source : [7sur7](#)

[La Russie se dirige-t-elle vers l'autarcie ?](#)

juillet 29th, 2014 | by [David Von Teuscher](#) Newsx 360



Symboliquement, l'Etat russe limite les importations de fruits et légumes en conserve ukrainiens. Moins symboliquement, Poutine veut aussi se passer d'importations militaires européennes. Décryptage.

Le président russe Vladimir Poutine a demandé lundi au complexe militaire russe de limiter ses importations alors que l'Union européenne s'apprête à imposer de nouvelles sanctions sur la vente d'armes et de technologies sensibles à la Russie.

[Vladimir Poutine](#) a assuré que l'industrie de la Défense russe était « tout à fait » capable de produire tout ce dont le pays avait besoin, lors d'une réunion qui se tenait dans la résidence de l'homme fort de Russie près de Moscou.

La Russie se concentrera ainsi dorénavant sur « l'accélération des efforts pour substituer les importations de l'industrie de la Défense nationale et sur

le passage, à un niveau le plus large possible, vers du matériel produit à domicile », a déclaré M. Poutine, cité par l'agence Interfax.

L'Union européenne pourrait décider dès mardi d'adopter de nouvelles sanctions à l'encontre de Moscou pour son rôle dans la crise ukrainienne, en interdisant notamment les nouvelles ventes d'armes et de technologies sensibles.

« Notre objectif est de nous protéger contre les risques de rupture de contrat par nos partenaires étrangers, y compris pour des motifs politiques », a indiqué le président russe.

La Russie est l'un des plus importants exportateurs d'armes au monde, mais également un importateur de matériel militaire et de technologies.

Une de ses plus importantes acquisitions récentes est l'achat à la France de deux navires de guerre Mistral pour 1,2 milliards d'euros. Ces deux porte-hélicoptères doivent être livrés dans les mois qui suivent malgré les nouvelles sanctions.

Les européens et les États-Unis ont durci leur position à l'égard de Moscou depuis le crash mi-juillet d'un avion malaisien dans l'est de l'Ukraine, en proie à une insurrection pro-russe.

L'arme commerciale utilisée comme arme diplomatique

Par ailleurs, dans le domaine alimentaire, la Russie a décidé lundi 28 juillet de suspendre ses importations de fruits et légumes en conserve en provenance d'Ukraine en raison d'« infractions », trois jours après avoir limité ses importations de produits laitiers ukrainiens pour des raisons similaires.

Les autorités russes ont décidé de « suspendre les importations de légumes, fruits et poisson en conserve à destination de la Russie à partir du 29 juillet », a indiqué l'agence vétérinaire russe Rosselkhoznadzor, qui évoque des « infractions en matière d'étiquetage ».

La Russie avait déjà décidé vendredi de limiter les importations de produits laitiers ukrainiens, leur reprochant notamment de contenir des résidus d'antibiotiques et des bactéries.

Les autorités russes avaient par ailleurs interdit depuis le début du mois les produits végétaux en provenance d'Ukraine dans les bagages à main, bagages et colis à destination de la Russie, ainsi que l'importation des pommes de

terre ukrainiennes en raison d'une invasion d'insectes ravageurs.

Moscou voit d'un mauvais oeil la signature par l'Ukraine d'un accord de libre échange avec l'Union européenne et a prévenu que la Russie prendrait des « mesures de protection » s'il s'avérait que l'accord nuisait à son économie.

La Russie a également usé de la même rhétorique contre la Moldavie en limitant ses importations de viande, de fruits et de vins moldaves après la signature d'un accord entre l'UE et cette ex-république soviétique.

Moscou est souvent accusé d'utiliser l'arme commerciale, notamment avec des motifs sanitaires, comme moyen de pression diplomatique sur ses voisins.

Pétrole: les prix au plus bas en près de six mois

LesAffaires.com 1 août 2014

[Preuve du ralentissement de l'économie?]

Les prix du pétrole continuaient de reculer vendredi en cours d'échanges européens, le Brent étant pénalisé par l'abondance de l'offre en Europe tandis que le WTI était miné par des inquiétudes sur une remontée des stocks pétroliers aux États-Unis.

Vers 6h05, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 105,31\$US sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, au plus bas depuis deux semaines et en baisse de 71 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 1,08\$US, à 97,09\$US, son niveau le plus faible depuis le 7 février dernier.

«Malgré toutes les sources de tensions géopolitiques, il y a une abondance d'offre sur le marché européen du pétrole en ce moment, ce qui pèse sur le Brent», expliquaient les analystes de Commerzbank.

«De solides fondamentaux du côté de l'offre ont causé une tendance baissière sur le marché pétrolier au cours de cette semaine», abondait Chloe Bradley, analyste du cabinet spécialisé dans l'énergie Inenco.

«Le pétrole d'Afrique de l'Ouest joue un rôle majeur dans (cette abondance

d'offre) : il est d'une qualité comparable au pétrole de schiste produit aux États-Unis et n'est donc plus demandé là-bas. A la place, ce pétrole inonde de plus en plus le marché européen», détaillait-on chez Commerzbank.

L'exploitation des ressources non conventionnelles d'hydrocarbures a dopé ces dernières années la production pétrolière américaine, qui a atteint 7,4 millions de barils par jour (mb/j) en 2013 et devrait continuer de grimper à 8,5 mb/j en 2014 et 9,3 mb/j en 2015, selon les estimations de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA).

De son côté, le WTI reculait plus fortement que le Brent, évoluant à des niveaux inconnus depuis six mois.

«La faiblesse du WTI peut en partie être expliquée par l'interruption d'une raffinerie dans le Midwest (centre) des États-Unis», d'une capacité de 115.000 barils par jour et qui pourrait rester fermée pour quatre semaines, indiquaient les analystes de Commerzbank.

Selon plusieurs experts, cela pourrait faire de nouveau gonfler les stocks du terminal pétrolier de Cushing (Oklahoma, centre-sud du pays), où sont entreposées les réserves servant de référence au WTI.

Les stocks de Cushing avaient atteint des niveaux record début 2013 (près de 52 millions de barils), pesant sur le cours du pétrole échangé à New York, avant d'entamer un déclin, surtout depuis le début de cette année.

Ces réserves sont d'ailleurs tombées la semaine dernière à leur plus bas niveau depuis début novembre 2008, à 17,9 millions de barils.

É-U: création d'emplois plus faible que prévu en juillet

LesAffaires.com 1 août 2014

La reprise du marché de l'emploi aux États-Unis s'est poursuivie en juillet, mais à un rythme plus faible que les mois précédents.

L'économie américaine a créé 209000 postes au cours du dernier mois, en baisse par rapport aux 298000 emplois qui se sont ajoutés en juin, selon le département américain du Travail.

Les économistes prévoient la création de 230 000 à 235 000 emplois.

La création d'emplois demeure toutefois supérieure à 200000 pour un sixième mois consécutif et pour le huitième mois au cours des dix derniers.

Le taux de chômage a légèrement augmenté, passant de 6,1% en juin à 6,2%.

Le nombre de chômeurs stable

Les chiffres légèrement décevants dévoilés vendredi sont en partie compensés par des révisions à la hausse des créations d'emplois en mai et juin (15000 de plus au total). Ainsi au moins de juin, les nouvelles embauches auront frôlé la barre des 300000 (298.000).

Le nombre de chômeurs s'établit à 9,7 millions en juillet, sans différence marquante par rapport à juin. Sur l'année, le nombre de chômeurs s'est réduit de 1,7 million.

Il y a un an, le taux de chômage était encore de 7,3%.

La participation au marché du travail n'a quasiment pas changé depuis avril, s'établissant à 62,9%.

Sur les 146,4 millions de personnes qui travaillent, 7,5 millions n'ont que des emplois partiels alors qu'elles souhaiteraient travailler plus, selon l'enquête.

Au cours des trois derniers mois, l'économie des Etats-Unis a créé en moyenne 245000 emplois chaque mois, a souligné Erica Groshen, commissaire au Bureau des Statistiques du Travail dans un communiqué.

Sur les douze derniers mois, la croissance moyenne des emplois est de 209000.

Parmi les secteurs créateurs d'emplois figurent les services aux entreprises (47000), l'industrie manufacturière (28000), le commerce de détail (27000), le bâtiment (22000), l'assistance sociale (18000).

La durée hebdomadaire moyenne de travail est demeurée à 34,5 heures pour le cinquième mois de suite tandis que le salaire horaire moyen a gagné 1 cent à 24,45 dollars.